

Sortis du bois. Les nouvelles formes de visibilités des Wichis du Nord de l'Argentine

Alberto Preci, Pierre Gautreau, Bernard Tallet

▶ **To cite this version:**

Alberto Preci, Pierre Gautreau, Bernard Tallet. Sortis du bois. Les nouvelles formes de visibilités des Wichis du Nord de l'Argentine. Espace Populations Sociétés, 2020, Identification, visibilité et reconnaissance des populations autochtones : quels enjeux géographiques ?, 2020 (1-2), 10.4000/eps.10047 . halshs-02912063

HAL Id: halshs-02912063
https://shs.hal.science/halshs-02912063

Submitted on 5 Aug 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

Espace populations sociétés
Space populations societies

2020/1-2 | 2020
Identification, visibilité et reconnaissance des populations autochtones : quels enjeux géographiques ?

Sortis du bois. Les nouvelles formes de visibilités des Wichis du Nord de l'Argentine

Out of the woods. New forms of visibility of Wichis in Northern Argentina

Alberto Preci, Pierre Gautreau et Bernard Tallet

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/eps/10047
DOI : 10.4000/eps.10047
ISSN : 2104-3752

Éditeur
Université des Sciences et Technologies de Lille

Ce document vous est offert par Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Référence électronique
Alberto Preci, Pierre Gautreau et Bernard Tallet, « Sortis du bois. Les nouvelles formes de visibilités des Wichis du Nord de l'Argentine », *Espace populations sociétés* [En ligne], 2020/1-2 | 2020, mis en ligne le 15 juin 2020, consulté le 05 août 2020. URL : http://journals.openedition.org/eps/10047

Ce document a été généré automatiquement le 5 août 2020.

Espace Populations Sociétés est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Sortis du bois. Les nouvelles formes de visibilités des Wichis du Nord de l'Argentine

Out of the woods. New forms of visibility of Wichis in Northern Argentina

Alberto Preci, Pierre Gautreau et Bernard Tallet

Introduction

1 Dans cet article nous proposons une grille de lecture permettant de comprendre le rôle que joue l'espace dans la « visibilité » – au sens de la reconnaissance d'un acteur dans l'espace public, qu'elle soit bienveillante ou agressive – des peuples amérindiens, qualifiés en Amérique latine d'« indigènes[1] ». En Argentine, la catégorie d'« indigène » est marquée socialement, car ce sont des indicateurs tels la pauvreté ou le manque d'éducation que l'on utilise pour inscrire un individu dans cette catégorie, et spatialement, car la ruralité et la marginalité en deviennent les marqueurs. Il en ressort que parler d'indigène renvoie à une catégorie de personnes invisibilisées. On comprend, aisément, l'impact que peut avoir une nouvelle visibilité sur leur condition. L'idée est alors d'étudier la visibilité des Wichis, un groupe indigène habitant le nord-ouest de l'Argentine, dans la plaine sèche du Chaco, aux confins de la Bolivie et du Paraguay. Ce groupe, à la différence des Mapuches en Patagonie ou des Kollas dans les Andes, demeure encore relativement méconnu, tant à l'intérieur du pays que sur la scène internationale.

2 Dans le contexte latino-américain, depuis les années 1960 les revendications indigènes ont évolué et se sont focalisées sur la nécessité de réformes foncières, sur la demande de plus de droits politiques, sur le respect de leur environnement, de leur identité particulière, ou encore de leur participation au sein des sociétés nationales. Ce qui a amené à parler d'une « émergence indigène » [Bengoa, 2000] qui a contribué de façon décisive à l'inclusion de droits collectifs dans les constitutions politiques de nombreux pays latino-américains. Cette visibilité croissante des peuples indigènes est de plus en

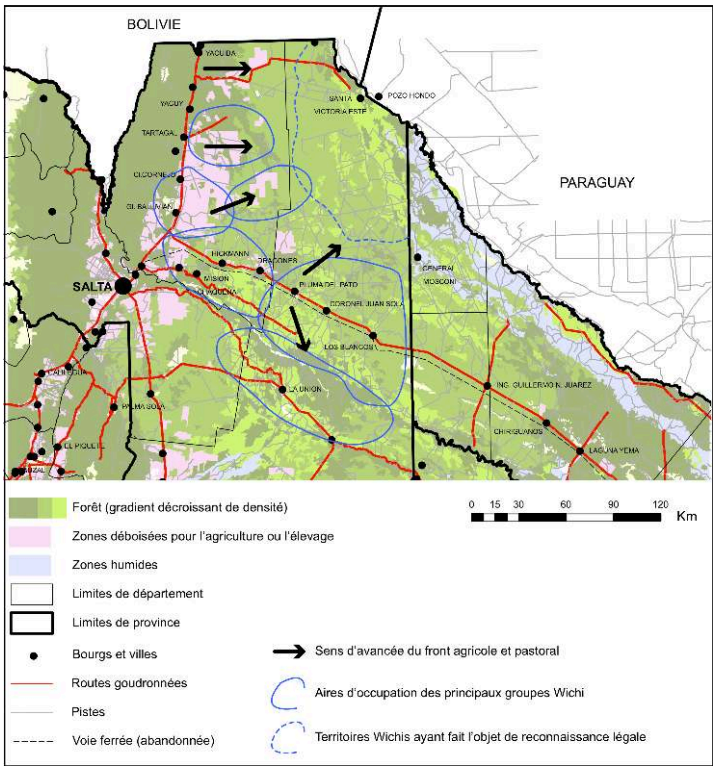
plus étudiée en sciences sociales depuis les années 1980. Qu'il s'agisse de leur organisation endogène ou du rôle joué par les ONG, c'est l'intérêt pour les facteurs institutionnels de leur reconnaissance qui prime dans la littérature, et notamment dans les études sur la dimension environnementale des mobilisations [Conklin, Graham, 1995].

3 Les efforts des chercheurs se sont moins concentrés sur l'étude des stratégies territoriales des indigènes que sur le rôle de l'État, et notamment sur son encadrement de la reconnaissance par les textes juridiques et la production de statistiques démographiques/ethniques illustrant une présence indigène en augmentation constante. La littérature existante insiste plus sur les facteurs de reconnaissance extérieurs aux communautés, en insistant plus sur la reconnaissance par l'État, à travers l'inscription de droits spécifiques dans des textes réglementaires et juridico-légaux, qui se traduit par l'inscription dans plusieurs constitutions nationales du principe du multiculturalisme. À l'exception de certains travaux [Gros, Dumoulin, 2011], cette nouvelle visibilité a été traitée moins comme une réussite des mouvements indigènes, que comme le résultat de politiques publiques se réclamant tour à tour de l'action affirmative ou de la discrimination positive. Mais si la question de la visibilité est omniprésente dans les travaux concernant leurs luttes et les facteurs de reconnaissance de leurs droits, elle reste toutefois implicite.

4 Notre thèse est que, dans ces travaux, le rôle de l'espace a été généralement sous-estimé. Et ce, malgré les nombreuses contributions qui insistent sur la « territorialisation » des politiques de reconnaissance [Gros, Dumoulin, 2011], laissant à entendre que cette dernière passe avant tout, voire exclusivement, par l'octroi de territoires indigènes. Ainsi, notre tentative de restituer à l'espace sa place dans l'explication de la visibilité actuelle des indigènes débute par une définition de ce qu'on entend en sciences sociales par « visibilité ». Nous présenterons ensuite notre étude de cas au travers d'une géohistoire des Wichis et de l'espace qu'ils habitent, le Chaco argentin. Dans un troisième temps, nous détaillerons les trois régimes de visibilité que nous avons identifiés pour enfin discuter des résultats auxquels nous sommes parvenus.

5 Cet article s'appuie sur le matériel empirique recueilli par un travail d'enquête dans la province argentine de Salta en vue de la préparation d'une thèse de géographie (voir la Figure 1). Puisque les interviewés s'adjugent sans hésitation une identité ethnique tranchée, les mentions à leur caractère ethnique reprennent essentiellement leur autodénomination et non pas un jugement classificatoire de notre part.

Figure 1. Carte de situation de la zone d'étude et des principaux lieux mentionnés



Source : carte réalisée par P. Gautreau et A. Preci

1. Vers une définition plus géographique de la « visibilité indigène »

6 En sciences sociales, la visibilité est la qualité d'un objet d'être vu dans un espace donné par un individu en mesure de pouvoir l'identifier selon son propre système cognitif et ses propres catégories [Honneth, 2005]. Cette notion interroge ainsi la dimension construite de la réalité, tant sociale que spatiale, et des catégories qui la constituent. Encore peu utilisée en géographie [Hirt, Desbiens, 2017], la notion de visibilité est mobilisée en sociologie pour étudier la transformation au prisme de l'évolution des médias ; en histoire sociale, elle a été analysée en relation aux stratégies de mise en scène du pouvoir de la part des institutions, ou mobilisée dans l'étude des trajectoires socio-politiques de groupes opprimés [pour un état de l'art sur l'étude de la visibilité en science sociale voir Voirol, 2005a].

7 Pour saisir la visibilité, il importe d'abord de comprendre l'invisibilité. Si faire une « sociologie de l'invisibilité » revient à s'occuper de l'ordinaire, des individus « non-marqués », (Brekhus, 2005), la question de l'invisibilité a plus souvent été étudiée en tant que problématique propre à des groupes sociaux particuliers. Qu'il s'agisse des ouvriers [Beaud, Pialoux, 1999], des sans-abri [Snow, Anderson, 1993] ou encore des femmes [Caire, 2004]. Si l'invisibilité sociale ne relève pas uniquement du manque de possibilité de se rendre visible pour un acteur, ni de sa capacité à se saisir de ces opportunités, elle renvoie plutôt à une structure aussi bien normative que politique ou identitaire qui définit et impose, à un moment et dans un espace donnés, des degrés de

visibilité tout en procédant à l'identification des acteurs qui peuvent ou ne peuvent pas être vus, doivent ou ne doivent pas être vus. Pour cela, des opérations de constitution du visible ayant à la fois une dimension normative, morale et politique se mettent en place pour évaluer et déterminer « ce qui vaut d'être vu » [Voirol, 2005a] selon une échelle des valeurs qui n'est pas partagée par l'ensemble des acteurs qui constituent une société. Pour un groupe opprimé expérimentant le mépris moral de la société dominante, rompre le silence imposé et sortir de l'invisibilité donne accès à la « reconnaissance » de la part d'autres acteurs [Honneth, 2005].

8 C'est à partir des années 1980 que le terme « reconnaissance » s'est substitué à celui de « redistribution » dans le vocabulaire des mouvements sociaux en Amérique latine [Lazzeri, Caillé, 2004], et que le « déni de reconnaissance » [Le Blanc, 2009], ou l'« invisibilisation » s'est imposé comme l'expérience fondamentale des injustices [Dubet, 2008]. Il en ressort que si la justice sociale est partagée entre redistribution des biens et des ressources, et célébration des différences [Fraser, 1998], la reconnaissance apparaît « comme une instance culturelle spécifique aux rapports sociaux ethniques, et la redistribution, comme son instance économique » [Juteau, 2011]. Revendiquer plus de visibilité voudrait alors dire demander plus de reconnaissance ou plus de justice. Bien entendu, une reconnaissance réciproque n'implique nullement une reconnaissance symétrique. Sortir de l'invisibilité signifie, pour des groupes auparavant opprimés, remettre en question les rapports de force constitutifs des « hiérarchies du voir » en vigueur [Voirol, 2005a].

9 La définition de visibilité renvoie donc à des processus de reconnaissance, de catégorisation et ainsi de légitimation et de différenciation. Dans la tradition foucaldienne elle a été étudiée sous l'angle des rapports de pouvoir, comme un dispositif de gouvernementalité [Voirol, 2005b] et donc essentiellement traitée du point de vue des institutions. Une approche géographique de la visibilité permettrait davantage de replacer l'espace au centre de l'analyse, un espace à la fois contexte, ressource et enjeu dans la « lutte pour la visibilité » [Voirol, 2005b], ou bien « lutte pour la reconnaissance » [Honneth, 2005], menée par les indigènes, afin de transformer les modalités de leur apparence publique.

10 Il est donc nécessaire de dépasser l'étude des dispositifs d'(in)visibilisation institutionnels pour reconnaître le protagonisme des indigènes, et de se concentrer sur la manière dont leur territorialité leur permet de se rendre visible dans l'espace public, dont l'occupation est primordiale pour qu'ils puissent exister publiquement [Bleil, 2011] et rendre visibles leurs revendications. Dans le contexte conflictuel actuel, leur nouvelle visibilité peut non seulement leur servir comme outil de concertation permettant un ajustement mutuel entre acteurs, mais aussi contribuer à la création de nouveaux espaces de confrontation. Dès lors, la visibilité ne serait plus uniquement conçue comme un fait social, mais aussi comme un fait spatial.

11 C'est souvent autour de la reconnaissance/contestation de leurs territoires que la question de la visibilité des indigènes a été abordée. Bien que le multiculturalisme ait contribué en grande partie à déterminer le « capital spatial » [Lévy, 1994] des indigènes, le rôle de l'espace au sens de ressource susceptible d'être mobilisée dans le but d'atteindre une visibilité majeure, est resté un élément marginal dans l'explication de ce phénomène. Plus largement, nous estimons qu'il est nécessaire, hors des considérations d'usages stratégiques, de considérer les potentiels effets de visibilisation de la mobilité de ces groupes et de leurs formes d'inscription spatiale au quotidien. Dès

lors, pour une analyse de la visibilité indigène nous considérons l'espace à la fois comme un résultat et une partie de l'explication des faits sociaux [Massey, 1994], voire comme un « opérateur de visibilisation » [Lussault, 2009].

12 Pour expliquer cette visibilité, nous proposons d'accorder plus d'importance au protagonisme indigène, et de dépasser l'étude des dispositifs de visibilisation institutionnels, en nous intéressant particulièrement à la territorialité indigène. Nous ne considérons pas celle-ci uniquement comme une stratégie visant une plus grande reconnaissance, car elle peut jouer tant en faveur qu'en défaveur de leur visibilité, nous le verrons. Nous proposons en revanche d'analyser le rôle des pratiques spatiales quotidiennes qui débordent le cadre des territoires reconnus par les institutions et/ou réclamés par les indigènes, notamment par une analyse de leur mobilité et de leur récente intégration en milieu urbain.

13 Pour ce faire, nous mobilisons le concept de « régime de visibilité », où régime n'est pas une notion strictement chronologique, mais une forme d'assemblage dynamique d'éléments, institutionnels et spatiaux, qui peut perdurer tandis qu'un autre régime émerge. Dès lors, un régime est susceptible de se maintenir sur certaines portions de territoire non touchées par l'émergence d'un autre, ou bien se conserver sous forme symbolique dans les représentations que la société dominante a des indigènes. Ainsi, nous proposons de discuter les facteurs qui font évoluer ces régimes et qui en expliquent la disparition ou, au contraire, le fait qu'ils perdurent au cours du temps.

2. Contexte et données de la visibilité des Wichis en Argentine

2.1. Une brève géohistoire des Wichis

14 Les Wichis se distribuent actuellement sur un vaste territoire comprenant le Sud-Est de la Bolivie, l'Est de la province de Salta (notre terrain d'étude), l'Ouest de la province de Formosa et le Nord-Est de celle du Chaco. Il s'agit d'un groupe ethnolinguistique constitué de plusieurs communautés de taille variable, sans organisation politique centralisée, dont la parenté constitue l'axe structurant des relations sociales [Montani, 2017]. Ils cohabitent avec de nombreux autres peuples indigènes dans la plaine du Chaco, parsemée de forêts sèches soumises à des températures très élevées et pauvre en ressources hydriques permanentes. L'économie wichi est historiquement fondée sur la chasse, la cueillette, la pêche et une agriculture saisonnière de subsistance, aujourd'hui complétée par des emplois occasionnels. Leur forme de parenté et une économie dépendante de la forte variabilité des ressources constituent les principaux facteurs de leur mobilité [Palmer, 2005].

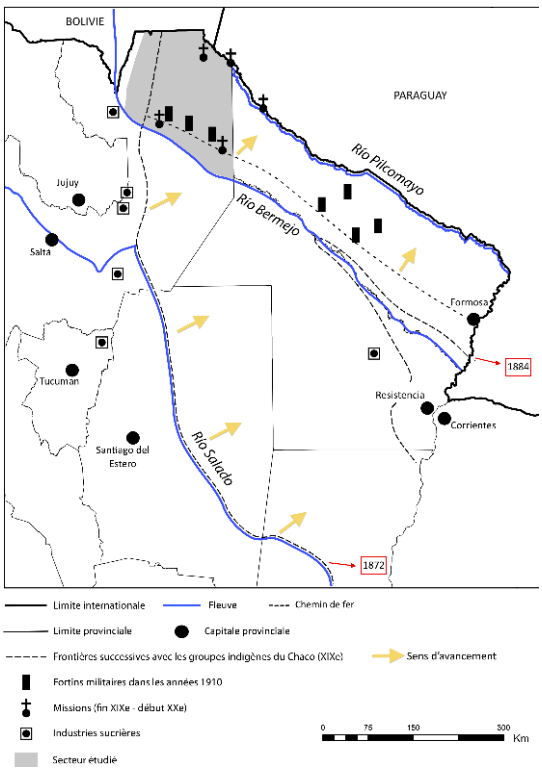
15 Alors que dans l'imaginaire courant, les sociétés indigènes des terres basses, contrairement aux sociétés andines, sont représentées comme spatialement statiques [McSweeney, Jokish, 2007], les Wichis se caractérisent par une forte mobilité. La colonisation tardive de leurs territoires (voir Figure 2) dans la première décennie du XXème siècle, a contribué au maintien de pratiques et formes semi-nomades d'appropriation du territoire. Contrairement à la Conquête du Désert (c'est-à-dire du Sud de l'Argentine), qui avait supposé une occupation violente et de nombreux massacres sans une réelle soumission des indigènes, la Conquête du Chaco se déroula moins par l'occupation militaire de leurs territoires qu'à travers leur « assimilation par

prolétarisation » [Iñigo Carrera, 2010]. C'est, en effet, par leur intégration en tant que main d'œuvre exploitée au sein des industries sucrières, et dans le secteur agricole, qu'une première forme de colonisation du Nord argentin eut lieu.

16 Étant donné l'étendue de la région, il importe néanmoins de localiser deux aires d'occupation principales des Wichis, aux abords des fleuves Bermejo et Pilcomayo, qui diffèrent par la temporalité et les modalités de leur colonisation. Un peu à nord du fleuve Bermejo, d'abord une ligne de fortins avait été dressée dans les 1880, auprès de laquelle s'installèrent plusieurs missions catholiques, accompagnées de l'arrivée de colons agricoles, localement nommés « créoles ». La proximité des industries sucrières, à l'origine des migrations saisonnières des Wichis, et l'achèvement de la voie ferrée en 1931 reliant Embarcación, centre économique de la région, à la ville de Formosa, contribuèrent au désenclavement de cette région et à la porosité de la frontière. La présence du train amorça un processus de concentration des créoles et des Wichis auprès des stations, les uns à des fins commerciales, les autres à la recherche d'un emploi.

17 L'arrivée des militaires et des créoles aux abords du Pilcomayo fut en revanche plus tardive – remontant à la Guerre du Chaco entre la Bolivie et le Paraguay pendant les années 1930 – en raison des difficiles conditions d'accessibilité. Par-delà quelques projets épisodiques de colonisation agricole, la présence d'acteurs non-indigènes se concrétisa essentiellement par l'installation de missions anglicanes à partir de 1927. Celles-ci se maintinrent jusqu'aux années 1980 quand, pendant la dernière dictature, une politique de consolidation de la présence de l'État argentin et de sécurisation des aires frontalières fut mise en œuvre, contribuant à un premier désenclavement de la région.

Figure 2. Principales étapes du recul des territoires indigènes du Chaco depuis le XIXème siècle



Source : carte réalisée par A. Preci et P. Gautreau

18 Cette dynamique de sédentarisation a pris un nouvel élan dans l'aire du Bermejo à partir de 2007, avec le goudronnement de la route nationale 81, qui suit le tracé des rails abandonnés depuis les années 1990. Dans l'aire du Pilcomayo, la route provinciale 54, au cœur des projets d'intégration macro-régionale du Mercosur, a été finalisée en 2017, impulsant une ultérieure concentration des indigènes dans les centres habités. Ainsi, le Chaco, demeuré à l'écart des principaux axes de peuplement argentins, est longtemps resté enclavé par manque d'intérêts économiques et politiques. Cependant, à partir des années 1990, il devient un espace de convoitise pour les élites nationales et continentales grâce à la disponibilité de grandes étendues déboisables qu'il offre dans un contexte de flambée des prix des matières premières, dont notamment le soja.

19 Cet intérêt renouvelé s'est concrétisé par des campagnes de prospection à la recherche de pétrole qui ont quadrillé ses forêts, et par un processus de déforestation massive effectué d'abord le long de la route 34, ensuite de la route 81 et actuellement dans le nord-est de la province, pour installer de grands champs de soja. Cette déforestation massive s'est en plus accompagnée d'un processus de régularisation foncière, ou mieux d'accaparement foncier, qui a mis à mal les pratiques spatiales des Wichis par l'installation de barbelés qui limitent leur mobilité.

2.2. Trois critères pour réexaminer géographiquement la notion de visibilité indigène

2.2.1. La formalisation technico-statistique

20 Des nombreux travaux ont démontré l'importance capitale que la statistique publique joue dans la création et l'évolution des catégorisations sociale, et leurs effets politiques en termes de rapports de pouvoir [Desrosières, 2014]. C'est bien sûr également le cas des statistiques dites "ethniques[2]" qui, en Amérique latine, cherchent à quantifier la présence indigène, se caractérisent par leur irrégularité en ce qui concerne tant les critères adoptés pour définir la catégorie censitaire d'« indigène » [Otero, 2006] que les chiffres produits [Loveman, 2014]. Ces fluctuations démographiques découlent en partie des préjugés et des représentations qui peuvent être liés à l'identification d'un individu en tant qu'indigène. Ce qui a amené les chercheurs à identifier le phénomène des « indigènes en extinction » [Clough, 2005], qui dépendrait de la « commutation ethnique » [Nagel, 1995] des individus se reconnaissant comme indigènes en fonction des avantages que cela pourrait leur apporter. De plus, l'entreprise censitaire institutionnelle est rarement accompagnée d'une cartographie de la présence indigène.

21 La production de cartes comme moyen de montrer cette présence sur le territoire est liée à deux autres dynamiques qui ont pris forme dans le courant des années 1990. D'une part, elle s'inscrit dans la production d'une cartographie foncière liée aux programmes d'octroi des terres spécifiquement centrés sur les indigènes des terres basses, pour qui, néanmoins, la fixation de limites pour la démarcation de leur territoire, auparavant flou et désormais figé, implique souvent une mutation culturelle [Chirif, Garcia Hierro, 2007]. De l'autre, c'est de la multiplication de projets de « cartographie participative » [Herlihy, 2003], qui sert de fondement pour une « stratégie cartographico-légale » [Wainwright, Bryan, 2009] vouée à la défense ou la revendication de territoires indigènes.

22 Dans l'étude de la visibilité démographique des indigènes, on se focalise généralement sur le rôle de l'Etat et des agences de statistique dans la catégorisation de la population dans les recensements, compris au cas par cas comme une technologie coloniale [Appadurai, 1993] ou encore comme un discours politique [Otero, 2006]. Les acteurs qui détiennent le monopole de cette structure et décident de ces opérations définissent un ordre social jouant de la visibilité ou de l'invisibilité des groupes minoritaires. C'est dire les enjeux identitaires et les relations de pouvoir qui se bâtissent sur l'invisibilité sociale.

23 En Argentine, la définition d'« indigène » a varié au fil des recensements, donnant lieu à des fluctuations statistiques conséquentes. La variabilité de ces chiffres (voir Tableau 1), voire leur absence jusqu'à récemment dans le cas des Wichis, témoigne du choix politique d'écartement de la question indigène dans les recensements et de la manière dont les institutions procédèrent afin de faciliter leur disparition statistique. Cette dernière étant considérée comme un indicateur de développement et de progrès social [Loveman, 2014], dans le cas argentin, il est possible de parler d'une stratégie d'« invisibilisation » [Briones, 2008] qui serait mise en œuvre par l'État afin de représenter les indigènes comme une présence exclue de la citoyenneté, mais en même temps constitutive des constructions identitaires hégémoniques [Gordillo, Hirsch, 2010]. Soumis à une sorte d'« impérialisme culturel » [Young, 1990] porté par l'Etat-nation, les indigènes constituent l'« autre » par rapport auquel se construit le « nous », pilier de la rhétorique nationaliste.

Tableau 1. Synthèse des relèvements de la population indigène

Recensement national	**Tot. Pop. Nationale**	**Population indigène**	**Population wichi**
1816	620 000 (environ)	175 000 indigènes (estimations)	Présence wichi non rélevée
1869	1 877 490	82 158 indigènes (estimation)	Présence wichi non rélevée
1895	4 044 911	90 000 indigènes dont 30 000 relevés et 60 000 estimés	Présence wichi non rélevée
1914	7 855 237	58 979 indigènes (Recensement des territoires nationaux de 1912)	Présence wichi non rélevée
1947	15 893 811	Présence indigène non rélevée	Présence wichi non rélevée
1960	20 013 793	165 381 indigènes dont 87 706 estimés (Recensement indigène de 1965)	Présence wichi non rélevée
2001	36 260 130	600 329 indigènes (Enquête complémentaire sur les peuples indigènes de 2005)	40 036 Wichis

2010	40 117 096	955 032 indigènes (Récensement des peuples indigènes)	39 092 Wichis

Source : élaboré par les auteurs - Données INDEC, www.indec.gob.ar

2.2.2. Citoyenneté

24 En Argentine, l'identité nationale s'est construite en opposition à la présence d'indigènes habitant dans les marges du pays. Le discours porté par l'élite politico-économique et les actions conduites par les institutions ont amené les chercheurs à parler d'une politique de « desindianisation » de l'Argentine [Bartolomé, 1985]. Dans le but de construire un « État ex-novo » [Oszlak, 1997], l'identité et la citoyenneté des indigènes ont longtemps été niées par le récit hégémonique, et leur présence sur le territoire effacée au moyen des statistiques et des cartes. Mais en 1994, comme beaucoup d'autres pays d'Amérique latine durant cette même période, l'Argentine a reconnu la préexistence des indigènes sur le territoire national, reconnaissant de ce fait leurs droits territoriaux dans la Constitution (art. 75, alinéa 17). De plus, en 2000 l'État a ratifié la Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail[3] qui reconnaît et élargit les droits indigènes sur leur territoire.

25 Ainsi, s'il est vrai que le concept d'« indigène » relève d'une relation de type coloniale [Bonfil Batalla, 1972], il est aussi vrai que la réforme de la Constitution avec l'adoption du principe du multiculturalisme, qu'on appréhende comme « l'action publique qui vise à transformer l'imbrication entre injustice sociale et disqualification culturelle au sein d'une société » [Gros, Dumoulin, 2011 : 14], relève d'une volonté d'atténuer les asymétries de pouvoir entre colonisateurs et colonisés. L'adoption du multiculturalisme se traduit alors par des pratiques de spatialisation de l'ethnicité [Gros, Dumoulin, 2011], qui ont territorialisé la reconnaissance des indigènes aussi bien que leurs revendications identitaires et sociales. D'où la particularité d'une citoyenneté indigène qui serait liée à un territoire spécifique, le plus souvent rural.

2.2.3. Productivité des conflits

26 Si l'avancée d'un front pionnier agro-pastoral sur le piémont des Andes est forte depuis les années 1970, cette dynamique d'intégration productive a investi davantage le Nord de l'Argentine depuis la fin des années 1990. Dans la province de Salta, elle s'est d'abord manifestée par une intensification des prospections à la recherche de pétrole et par l'arrivée du cheptel bovin déplacé de la Pampa vers les régions du Nord. Elle a ensuite été suivie par un processus de déforestation massive au profit de l'implantation de soja transgénique. De plus, dans cette même période, l'adoption de politiques néolibérales soutenues par l'État et promues par les organismes internationaux ont impliqué la pénétration du marché dans des espaces reculés. Ces espaces soumis à l'avancée de fronts extractivistes et essentiellement habités par des indigènes, parmis lesquels les Wichis, sont devenus le théâtre de conflits généralement définis comme socio-environnementaux.

27 Si la « productivité sociale » de ces conflits nous intéresse particulièrement, car ils contribuent à « souder » [Simmel, 1992] les groupes, leur « productivité territoriale » doit également être analysée. Par cela, nous faisons référence d'un côté aux

transformations de l'appropriation symbolique du territoire et, de l'autre, aux modifications concrètes du contrôle et de la représentation de ce dernier lors d'un conflit [Melé, 2003]. De par l'ampleur de la déforestation, l'implication de grands propriétaires et des élites économiques, provinciales et nationales, la violation des droits territoriaux et les stratégies de visibilisation mises en place par les ONG et les indigènes, les conflits qui se sont déclenchés ont obtenu une visibilité médiatique remarquable, généralement suite à leur judiciarisation.

3. Les régimes de visibilité des Wichis

28 L'identification de différents régimes de visibilité renvoie à la reconnaissance d'une multiplicité d'arrangements qui rendent à la fois possible [Voirol, 2005a] et visible l'ordre social et spatial en vigueur. Si le concept opératoire de « régime de visibilité » a déjà été mobilisé pour débattre de la forme dont les substances sociales deviennent visibles sur un espace légitime [Lussault, 2009], nous utiliserons ce terme pour caractériser l'assemblage, relativement stabilisé dans le temps, de trois éléments. Il s'agit de la formalisation technico-statistique de la présence des indigènes sur le territoire ; de la citoyenneté, au sens de la relation que ces derniers entretiennent avec la société dominante ; et de la productivité symbolique et territoriale des conflits où ils sont impliqués.

29 Sur la période qui va de la fin du XIXème siècle jusqu'à nos jours, nous identifions sur le Nord argentin trois « régimes de visibilité » des Wichis : (1) le *régime de la mobilité forestière*, où leur forte mobilité contribue à valider le récit hégémonique national qui les visibilise comme des « sauvages » en disparition, tout en entretenant le mythe de leur invisibilité à l'échelle locale, ce qui favorise l'appropriation de leur territoire ; (2) le *régime de la sédentarisation* où, paradoxalement, tandis que leur concentration dans les missions et dans des centres urbains devrait se traduire par leur visibilisation, elle amène à l'échelle nationale à leur invisibilisation (par assimilation), et, à l'échelle locale, à leur invisibilisation symbolique en niant leur ancrage spatial ; (3) le *régime de la multi-localisation* où la mobilité accrue des Wichis leur permet de se rendre visibles non seulement dans les centres urbains, mais aussi de se réapproprier la forêt, de sorte que leur mobilité leur permet d'être visibles à la fois à l'échelle nationale et à l'échelle locale.

3.1. Régime de la mobilité forestière

30 Il est possible de caractériser la société wichi comme une société semi-nomade, ce qui comporte de continuels déplacements selon des itinéraires fixes, mais sans être synonyme d'errance [Gagnol, 2006]. Bien que structurés et organisés selon des cycles temporels précis, les contours de leur territoire restent flous et fluctuants, ce qui ouvre la possibilité de réajustements continuels sous la pression d'évènements nouveaux [Bernus, 1995]. Les descriptions ethnographiques des Wichis au XXème siècle les présentent comme fuyant la violence des groupes extérieurs, ou de leur propre groupe. Dans leur culture l'évitement du conflit est avant tout spatial [Palmer, 2005] et serait le moteur d'un processus constant d'éclatement et de restructuration des communautés. Ce phénomène se serait perpétué tant que l'espace restait disponible pour que se

relocalisent les groupes quittant leur communauté d'origine, et aurait commencé à être freiné lorsque d'autres acteurs ont commencé à s'approprier leur territoire.

31 Ainsi, les formes d'appropriation spatiales des Wichis échappent à la territorialité moderne de l'Etat-nation [Pourtier, 2005] et sont mises à mal par l'imposition de limites fixes, qu'ils sont portés à contourner et à éviter, se repliant face à la colonisation de leur territoire dans des espaces de plus en plus reculés. Cela a longtemps nourri l'image du Chaco en tant que « désert » dans la rhétorique nationaliste argentine, faisant référence à un espace vide de toute forme de civilisation [Zusman, 2000]. En effet, s'il est vrai que la mobilité des Wichis a pu favoriser leur autonomie, il n'est pas moins vrai qu'elle a aussi contribué à alimenter le dualisme civilisation-barbarie sur lequel se fondaient les théories raciales de l'époque. Le mode de vie nomade était associé aux « barbares » auxquels s'opposait la civilisation occidentale incarnée par l'élite politico-intellectuelle argentine d'origine coloniale. De cette manière, à l'échelle nationale, la mobilité des Wichis a contribué à entretenir le récit nationaliste qui les rendait visibles en tant que « sauvages » en voie de disparition.

32 Ainsi, aucune question sur l'ethnie n'a été posée dans les recensements argentins jusqu'à récemment, car, comme on l'affirme dans le recensement de 1912, « les indigènes ne diminuent pas si vite qu'on l'aurait cru, mais ils se mélangent, se civilisent, se diluent dans la masse » [Ministère de l'Intérieur, 1912]. L'objectif poursuivi par l'agence de statistique nationale a plutôt été de mettre en avant le « creuset de races » [Oszlak, 1997], qui faisait la richesse démographique et la particularité culturelle du pays. Dans ce contexte, on entendait alors par métissage le « blanchiment » [Kradolfer, 2008] de la population, la « blancheur » étant destinée à l'emporter sur les « races indigènes » en raison de la supériorité supposée des Occidentaux [Loveman, 2014]. La présence indigène a donc été maltraitée par et dans les recensements.

33 Mais si la territorialité mobile des Wichis légitima le récit hégémonique de leur disparition à l'échelle nationale, il importe de comprendre qu'elle permit d'entretenir le mythe de leur invisibilité à l'échelle locale, favorisant l'accaparement foncier de leurs terres par des créoles et militaires ayant participé aux campagnes de conquête du Chaco entre 1884 et 1911. D'après les entretiens menés sur place, il est commun d'entendre des opinions comme celle d'Amadeo, aujourd'hui âgé de 77 ans, qui dit que « *quand j'étais petit, ici il n'y avait pas d'indigènes. Parfois ils passaient, ils s'arrêtaient quelques jours à la recherche d'un boulot ou de nourriture puis ils repartaient. Ici, ce n'est pas chez eux* » (entretien avec Amadeo, août 2016). Aux yeux de ce créole, représentatif de la majorité des interviewés, la mobilité des Wichis symbolise leur manque d'enracinement territorial, ce qui dans son système de pensée leur interdit de revendiquer des droits à la terre.

34 Ce témoignage illustre l'importance du foncier comme composante identitaire fondamentale en Argentine, où à l'instar de nombreuses autres sociétés, la possession privée de la terre est considérée comme une pierre angulaire de l'attachement du citoyen à sa patrie. C'est ainsi que dans l'assemblage des éléments pris en considération, l'espace joue un rôle primordial dans la constitution du régime de visibilité des Wichis, qu'on pourrait rebaptiser de régime de l'invisibilisation.

3.2. Régime de la sédentarisation

35 À partir des années 1860, des industries sucrières s'installèrent aux marges occidentales de la région avant même qu'elle soit annexée, entre le piémont andin et les territoires du Chaco non encore contrôlés par la République. L'installation de ces « enclaves capitalistes au milieu des forêts » [Córdoba, Bossert, Richard, 2015] était vue par l'Etat central comme une manière à la fois de renforcer la présence de l'Argentine sur des aires frontalières, et civiliser les Wichis ainsi que tous les autres indigènes qui y habitaient. Des recruteurs étaient envoyés dans toute la région pour négocier avec les caciques locaux le déplacement de la communauté vers les industries sucrières, en échange de nourriture, durant l'époque de la récolte de la canne à sucre. Les Wichis étaient ensuite libres de rentrer chez eux jusqu'à la prochaine récolte, ou bien de rester dans ces terres où, depuis les années 1910, des missions s'installèrent dans le but de les évangéliser, avant même que les missionnaires commencent à les suivre dans leur migration de retour.

36 En général, les Wichis acceptèrent les missionnaires car ils cherchaient une protection vis-à-vis des incursions génocidaires des militaires, qui les attaquaient sur la voie du retour. Des missions anglicanes réussirent ainsi à concentrer les Wichis et les convertir au christianisme [Palmer, 2005]. Plus tard, des missions protestantes se multiplièrent au fur et à mesure que la mécanisation de la récolte demandait de moins en moins de main d'œuvre. Elles suivaient à peu près toutes le même schéma : on concentrait des groupes appartenant à la même ethnie dans un même lieu, on y enseignait l'espagnol et l'évangile, et on initiait les indigènes à des travaux agricoles. Les allers-retours entre la mission et la forêt étant mal vus, la mobilité des Wichis était très limitée et encadrée. Ces missions s'éparpillaient dans le Chaco où habitaient des Wichis de moins en moins mobiles et des hameaux rassemblant des créoles qui occupaient la forêt avec leurs troupeaux. Ils y coexistèrent pendant plusieurs décennies.

37 Cette organisation spatiale a été bousculée à partir des années 1990 par l'avancée d'un front agro-pastoral qui a impliqué un processus de déforestation massive et de clôture des parcelles, accompagné de nouvelles infrastructures de transport. Cependant, même si l'organisation du territoire a changé, le régime de sédentarisation semble avoir perduré. En effet, à travers la construction d'écoles et d'hôpitaux, les pouvoirs publics ont aménagé l'espace de manière à concentrer la population dans de nouveaux villages, bien sûr pour réduire les coûts mais aussi pour la rendre plus contrôlable lors des élections. Si cela a contribué à « vider » encore plus la forêt, il a néanmoins permis aux Wichis d'accéder aux services basiques et à des programmes sociaux leur fournissant un revenu face à la pénurie des ressources et d'emplois dans la région.

38 La sédentarisation n'a cependant jamais contribué à une meilleure visibilité des Wichis, ni à l'époque des missions ni plus récemment avec l'avancée du front pionnier. Bien au contraire, elle continue d'incarner l'envers de la vie en communauté en milieu rural. La migration en ville des indigènes étant appréhendée comme le rejet de leur culture, en Argentine le discours sur l'incompatibilité entre la culture urbaine et indigène se maintient. D'après le discours dominant, l'identité indigène est en effet une identité rurale, qui ne pourrait pas subsister en milieu urbain. En effet, parmi les cinq critères adoptés dans le Recensement indigène national de 1967 il faut, pour qu'on puisse se définir « indigène », vivre dans ou près de l'aire d'occupation préhispanique du groupe. Dès lors, comment peut-on être indigène en ville ? Si depuis les critères ont changé,

dans l'imaginaire commun la ruralité reste un caractère indiscutable de l'identité indigène [Kradofler, 2008], tandis que le milieu urbain demeure un espace de négation voire d'invisibilisation de cette dernière.

Photo 1. L'avancée du soja sur les territoires des Wichis



Source : cliché pris par A. Preci, juillet 2016

39 Pour illustrer cette réalité, nous reportons un extrait d'entretien avec Carlos, Wichi, qui vit actuellement dans une communauté très isolée revendiquant des terres de propriété d'un entrepreneur de la région. Il faut savoir que l'interviewé a vécu pendant quelques temps dans un village proche pour des raisons personnelles. « *Tu me demandes si j'ai déjà abandonné ce lieu ? Non, je suis né et j'ai grandi ici, je n'ai jamais bougé d'ici, ici c'est chez moi et c'est ici que je veux rester. Cette terre est à nous, et à personne d'autre. Nous sommes nés ici, nous y avons vécu, nous y vivons. Pourquoi je devrais m'en aller ? Je n'ai jamais abandonné ce lieu* » (entretien avec Carlos, juillet 2016). Il sait que, pour la société dominante, son séjour au village témoigne d'une volonté d'abandonner cette terre, et ainsi d'abandonner sa culture. Il évite donc d'en parler, reniant son passage en milieu urbain au profit du rural. Bien que son urbanité nouvelle soit nuancée par des stratégies discursives de contournement, il ne se doit plus de choisir entre ville et forêt car il se pense à la fois en ville et en forêt.

40 Or, si le milieu urbain est devenu essentiel pour le développement économique et culturel indigène [Sepúlveda, 2011 ; Comat, 2012], dans le cas des Wichis, la concentration spatiale dans des lieux mieux connectés au reste de l'espace argentin et plus accessibles, ne s'est pas traduite par une meilleure visibilité, ni par leur reconnaissance comme citoyens à part entière. Si les patrons de mobilité ont changé, il s'agit encore d'un régime d'invisibilisation.

41 La sédentarisation, au sens de l'occupation d'un nouvel espace, a finalement amené à plus d'invisibilité. Le manque de statistiques démographiques et d'une cartographie de la présence indigène en milieu urbain est à la fois emblématique et représentative de cette situation. À l'échelle nationale, la sédentarisation des Wichis, comprise en termes d'assimilation par la société dominante, a contribué à entretenir leur invisibilisation. À l'échelle locale, il est paradoxal que, si leur mobilité justifiait le mythe créole de leur invisibilité, comme nous l'avons illustré par le premier régime, leur sédentarisation en fait de même. Interprétée comme un abandon de la forêt, elle contribue à l'invisibilisation symbolique des Wichis, légitimant dès lors l'appropriation de leurs territoires.

3.3. Régime de la multi-localisation

42 Depuis les années 1990, on remarque une évolution de la citoyenneté indigène en Amérique latine où des tentatives de définition des catégories juridico-légales d'« indigène » et de « territoire indigène » fournissent aux groupes revendiquant cette identité des outils pour négocier leur place au sein de sociétés nationales qui continuaient d'entretenir avec eux des relations de type colonial. Ainsi, nous avons assisté à une prolifération de textes juridiques qui légitiment leurs revendications territoriales à l'échelle nationale. Depuis 1994, la réforme constitutionnelle engage l'Etat à reconnaître la possession et la propriété communautaire des terres que les indigènes occupent de manière traditionnelle, en même temps qu'elles sont déclarées inaliénables, incessibles et insalissables. À cela fait suite, en 2000, la ratification de la Convention 169 de l'OIT, et en 2006 la promulgation de la Loi d'urgence 26.160, empêchant toute expropriation dès lors qu'un territoire est revendiqué par une communauté indigène. Même si cette Loi marque le début d'un recensement territorial des territoires indigènes sur l'intégralité du pays, celui-ci n'est pas, ou rarement mis en œuvre, en même temps qu'il ne se traduit pas par l'octroi d'un titre foncier.

43 À cela s'ajoute qu'en réponse à la pression exercée par les organisations financières internationales, et à la demande des mouvements indigènes [Otero, 2006 ; Loveman, 2014], l'État argentin a promulgué en 1998 la loi 24.956, instituant l'inclusion d'une question portant sur l'identité ethnique au sein des recensements. Cette réforme du système statistique a permis en 2010 d'identifier la présence de presque un million d'individus s'auto-reconnaissant comme indigènes, soit 2,5% de la population nationale, alors qu'en 1965 ils n'étaient que 165 381, soit presque 0,8% (voir Tableau 1). Cependant, si leur quantification a engendré la nécessité pour l'Etat de localiser les indigènes, l'entreprise cartographique institutionnelle est encore déficitaire par manque de moyens et surtout d'intérêt politique à médiatiser les revendications indigènes et les désastreuses conséquences sociales que le modèle économique extractiviste prôné depuis Buenos Aires a eu pour eux.

44 Sur le terrain, l'accélération extraordinaire du front pionnier agro-pastoral dans le Nord de l'Argentine à partir des années 2000 a entraîné dans la seule province de Salta la déforestation de plus de 807 000 hectares entre 2004 et 2007 [Leake, De Economo, 2008]. Une avancée qui s'est accompagnée d'un cortège d'expropriations et de conflits fonciers qui impliquent les Wichis, l'État national et provincial, et les élites agricoles historiques, investisseurs de Buenos Aires ou étrangers. Bien qu'elle soit un symptôme de la difficulté persistante des Wichis à s'imposer comme interlocuteurs légitimes de

l'État, cette hausse de la conflictualité a contribué à les rendre visibles. À l'échelle provinciale, la médiatisation des conflits sert à discréditer ou appuyer des politiciens impliqués dans la déforestation illégale ou bien dans la défense des indigènes. À l'échelle nationale, dans cette région restée hors des projecteurs des grandes ONG conservationnistes, l'« environnementalisation » [Conklin, Graham, 1995] des revendications a permis à ces derniers de rallier un réseau de soutien qui a débouché sur des campagnes spectaculaires en défense de la forêt et leur a fourni le soutien politique et les compétences techniques nécessaires pour transférer leurs revendications de la rue aux tribunaux.

45 Ainsi, leur présence dans les centres habités se traduit par une nouvelle « coprésence » [Sewell, 2001] avec d'autres acteurs, dont les Wichis tirent avantage pour élaborer des stratégies de visibilisation de leurs revendications. Profitant d'un climat politique favorable à cet égard, mais aussi du soutien d'un réseau d'appui qui s'inscrit aussi dans la défense de l'environnement (plusieurs ONG sont actives dans la région, dont les plus connues sont Asociana, Tepeyac et Fundapaz), ils gagnent une visibilité nouvelle au gré de leur inscription simultanée en ville et en forêt. En milieu urbain, il est plus facile pour eux d'entrer en contact avec d'autres secteurs de la société, qui se mobilisent pour davantage de droits sociaux. C'est le cas du mouvement des chômeurs très organisé et développé à Tartagal, qui agit essentiellement à travers le blocage des routes afin de faire entendre sa voix, une grammaire revendicative appropriée par les Wichis. Ces derniers ont adopté cette pratique afin de manifester leur présence et visibiliser leurs revendications, autrement ignorées par la presse, non seulement en ville, mais aussi en milieu rural.

Photo 2. Habitat précaire dans les faubourgs de Tartagal



Source : cliché pris par A. Preci, mai 2016

46 Le milieu urbain assume alors une importance nouvelle pour les Wichis et vient intégrer leur territoire réticulaire [McSweeney, Jokish, 2007]. Malgré leurs difficultés à s'intégrer à la vie urbaine, les centres habités s'imposent de plus en plus comme une nouvelle centralité au cœur de leurs territoires : les indigènes s'approprient des quartiers entiers où, au fil du temps, de nouvelles générations sont nées et ont grandi. Chez les Wichis, cette forme d'appropriation contribue à transformer les centres urbains en un espace de visibilité ; une transformation rendue possible par les liens qui se tissent entre ceux-ci et leurs lieux d'ancrage. C'est le cas de Tartagal, la plus grande ville de la région avec ses presque 64 000 habitants en 2010, qui ne cesse de grandir (entre 1991 et 2010 la population a augmenté de 20%). Ici, les Wichis qui fuient la forêt où la vie est devenue de plus en plus difficile en raison de l'avancée de la frontière agricole, se concentrent dans les faubourgs (voir Photo 2), notamment le long de la route 86 qui mène aux emplacements originaires des communautés.

47 Malgré ses conséquences socio-environnementales néfastes, l'avancée du front agro-pastoral a aussi contribué à désenclaver la région et améliorer son accessibilité. Cela a impliqué une ouverture vers l'extérieur, facilitant la mobilité des populations locales, mais aussi une présence nouvelle de l'État qui s'est traduite par l'inclusion des Wichis dans des programmes sociaux de soutien financier aux familles vivant dans des situations précaires. Bon nombre d'indigènes en ont profité pour acquérir une moto, devenue un moyen de transport utilisé quotidiennement pour parcourir de longues distances. De cette manière, ils peuvent désormais se rendre en ville ou en forêt, passer de l'une à l'autre à tout moment. Ils occupent l'espace et marquent leur présence. La moto leur permet d'être visibles en même temps sur ces deux espaces, entre lesquels des liens se tissent. Les Wichis tracent ainsi de nouveaux itinéraires entre des centres d'intérêts susceptibles de changer au fil du temps et en fonction des trajectoires individuelles, ce qui renforce le caractère réticulaire de leur territoire, désormais partagé entre ville et forêt.

48 La nouvelle mobilité acquise dans le régime de la multi-localisation permet ainsi aux indigènes d'améliorer leur visibilité. Telle une forme de résilience aux changements socio-spatiaux qui les affectent, elle leur a permis de sortir de l'invisibilité. Les Wichis s'approprient en même temps la forêt et la ville qui cessent d'être des espaces d'invisibilité. Tandis qu'à l'échelle nationale cette visibilité vient questionner le discours hégémonique nationaliste dont les indigènes ont été historiquement victimes, à l'échelle locale, elle met à mal le mythe créole de la *terra nullius* qui délégitime les revendications territoriales des Wichis.

Tableau 2. Synthèse des régimes de visibilité

Régime de visibilité	**Facteurs structurants**			**Territorialité indigène**
	Formalisation technico-statistique	**Citoyenneté**	**Productivité des conflits**	

De la mobilité forestière	- cartes du Chaco comme espace vide	- non reconnus comme citoyens	(pas de conflit au sens actuel: des massacres par l'armée)	- nomadisme forestier
	- recensements grossièrement estimés à des fins militaires (potentiel ennemi)	- civilisation/ barbarie		- migrations annuelles lors de travaux agricoles saisonniers
De la sédentarisation	- premiers recensements "ethniques"	- reconnaissance de droits en tant que pauvres	- concentration favorise la cohésion du groupe	- missionalisation
		- disparition par assimilation		- concentration en villages
De la multi-localisation	- première cartographie institutionnelle de localisation	- reconnaissance aux indigènes de droits territoriaux avec la réforme constitutionnelle en 1994, la ratification de la Convention 169 de l'OIT en 2000, et la Loi d'urgence 26.160 de relèvement territorial en 2006	- tentative de structuration d'un mouvement wichi	- urbanisation croissante
	- cartes d'occupation territoriale faites avec les ONG		- visibilité médiatique lors des répressions / expropriations	- "retour" à la forêt
	- Enquête censitaire dédiée aux indigènes (ECPI) et inclusion d'une question ethnicisée dans les recensements		- association de cause indigène à cause environnementale	- aides sociales et moto

Source : élaboré par les auteurs

Conclusion

49 Étudier la visibilité des Wichis aux différentes échelles en fonction de leur mobilité et des espaces investis aboutit à une géographie de leur visibilité permettant de mettre l'accent sur la capacité indigène à mobiliser l'espace dans le cadre de stratégies de résistance. Si cette stratégie géographique met en avant leur protagonisme, elle permet

aussi de souligner la visibilité nouvelle que leur confère leur territorialité réticulaire. En ce sens, leur capital spatial peut être considéré comme un capital de visibilité. Les régimes de visibilité que nous avons identifiés sont susceptibles de coexister sur différents espaces. Par ailleurs, ils peuvent changer en fonction de facteurs spatiaux comme le degré d'enclavement ou le statut foncier des terres considérées. et ainsi insister sur leur protagonisme. Mais aussi sur la manière dont leur territorialité, en dehors de toute tactique politique, leur permet une visibilité nouvelle. Dans ce sens, leur capital spatial pourrait se considérer comme un capital de visibilité.

50 Analyser la mobilité indigène nous permet par ailleurs de questionner les représentations cartographiques statiques de leurs territoires, qui doivent être pensées non plus en surface mais en réseau : un réseau dont les centres urbains sont de nouveaux nœuds, de nouvelles centralités. Penser la territorialité wichi en ces termes nous permet alors de remettre en question une certaine vision – essentialiste – de leur identité, que l'on voudrait ancrée en forêt, dans le monde rural, mais qui, aujourd'hui, se nourrit pourtant d'échanges interethniques en milieu urbain, preuve d'une évidente force de résilience des indigènes vis-à-vis des mutations socio-spatiales qui les affectent. On pourrait à ce titre affirmer, comme le fait G. Cortès [2000] au sujet des sociétés paysannes andines, qu'ils « bougent pour rester ».

BIBLIOGRAPHIE

APPADURAI Arjun, 1993, Number in the colonial imagination, in Breckenridge C.A., van der Veer P. (dir.), *Orientalism and the postcolonial predicament. Prospectives on South Asia*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, p. 314-339

BARTOLOMÉ Miguel A., 1985, La desindianización de la Argentina, *Boletín de Antropología Americana*, n° 11, p. 39-50

BEAUD Stéphane, PIALOUX Michel, 1999, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Sochaux-Montbéliard*, Paris, Fayard, 468p.

BENGOA José, 2000, *La emergencia indígena en América latina*, Fondo de Culture Económica, Santiago de Chile, 341p.

BERNUS Edmond, 1995, Perception du temps et de l'espace par les Touaregs nomades sahéliens, dans Claval P., Singaravelou (dir.), *Ethnogéographies*, Paris, L'Harmattan, p. 42-50

BLEIL Susana, 2011, L'occupation des terres et la lutte pour la reconnaissance : l'expérience des sans-terre au Brésil, *Mouvements*, n° 65, T. 1, p. 107-119

BONFIL BATALLA Guillermo, 1972, El concepto de indio en América : una categoría de la situación colonial, *Anales de* Antropología, vol. 9, p. 105-124

BREKHUS Wayne, 2005, Une sociologie de l'« invisibilité » : réorienter notre regard », *Réseaux*, n° 129-130, vol. 1, p. 243-272

BRIONES Claudia, 2008, *Cartografías argentinas: políticas indigenistas y formaciones provinciales de alteridad*, Buenos Aires, Antropofagia, 288p.

CAIRE Guy, 2004, Visibilité et lisibilité du travail féminin, *Innovations*, n° 20, vol. 2, p. 193-216

CHIRIF Alberto, GARCIA HIERRO Pedro, 2007, *Marcando territorio. Progresos y limitaciones de la titulacion de territorios indigenas en la Amazonia*, Copenaghen, IWGIA, 322p.

CLOUGH Josh, 2005, Vanishing Indians? Cultural persistence on display at the Omaha world's fair of 1898, *Great plains quarterly*, vol. 25, n° 2, p. 67-86

COMAT Ioana, 2012, Sortir de l'invisibilité. Comprendre la place de la ville dans les territoires autochtones contemporains sous l'angle juridique, *Géographie et cultures* (en ligne), n° 81

CONKLIN Beth A., GRAHAM Laura R., 1995, The shifting middle ground: Amazonian Indians and eco-politics, *American Anthropologist*, vol. 97, n° 4, p. 695-710

CÓRDOBA Lorena, BOSSERT Federico, RICHARD Nicolás (dir.), 2015, *Capitalismo en las selvas*, San Pedro de Atacama, Ediciones del desierto, 316p.

CORTES Geneviève, 2000, *Partir pour rester*, Paris, Éditions de l'IRD, 413p.

DESROSIÈRES Alain, 2014, *Prouver et gouverner : une analyse politique des statistiques publiques*, Paris, La Découverte, 284p.

DUBET François, 2008, Injustice et reconnaissance, *Esprit*, n° 7, p. 144-159

FRASER Nancy, 1998, Penser la justice sociale : entre redistribution et revendications identitaires, *Politique et Sociétés*, vol. 17, n° 3, p. 9-36

GAGNOL Laurent, 2006, Les sociétés nomades sont-elles solubles dans la sédentarisation ? Le contre-exemple des Touaregs Kel Ewey (Aïr-Niger), *L'Espace géographique*, vol. 4, T. 35, p. 367-378

GORDILLO Gastón, HIRSCH Silvia, 2010, *Movilizaciones indígenas e identidades en disputa en la Argentina*, Buenos Aires, La Crujía, 285p.

GROS Christian, DUMOULIN Kervran David, 2011, Un modèle latino-américain ? Introduction, in Gros C., Dumoulin Kervran D. (dir.), *Le multiculturalisme « au concret » : un modèle latino-américain ?*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, p. 13-41

HERLIHY Peter H., 2003, Participatory research mapping of indigenous lands in Darién, Panama, *Human Organization*, vol. 62, n° 4, pp. 315-331

HIRT Irène, DESBIENS Caroline, 2017, L'aménagement du territoire et la question de la différence culturelle au Canada. De l'invisibilité à la visibilisation des peuples autochtones, *Annales de géographie*, n° 718, p. 704-727

HONNETH Axel, 2005, Invisibilité : sur l'épistémologie de la reconnaissance, *Réseaux*, n° 129-130, T. 1, p. 39-57

IÑIGO CARRERA Nicolás, 2010, *Génesis, formación y crisis del capitalismo en el Chaco 1870-1970*, Salta, UNSa, 306p.

JUTEAU Danielle, 2011, Penser le multiculturalisme comme projet égalitariste, in Gros C., Dumoulin Kervran D. (dir.), *Le multiculturalisme « au concret » : un modèle latino-américain ?*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, p. 45-54

KRADOLFER Sabine, 2008, Les autochtones invisibles ou comment l'Argentine s'est « blanchie », *Amérique Latine. Histoire et Mémoire. Les cahiers ALHIM* (en ligne), n°16, disponible sur : http://journals.openedition.org/alhim/3028

LAZZERI Christian, CAILLÉ Alain, 2004, La reconnaissance aujourd'hui. Enjeux théoriques, éthiques et politiques du concept, *Revue du MAUSS*, n° 23, vol. 1, p. 88-115

LE BLANC Guillaume, 2009, *L'invisibilité sociale*, Paris, Presses universitaires de France, 208p.

LEAKE Andrés, de ECONOMO María, 2008, *La deforestación de Salta 2004-2007*, Salta, Asociana, Editorial MILOR, 16p.

LÉVY Jacques, 1994, *L'espace légitime. Sur la dimension géographique de la fonction politique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 442p.

LOVEMAN Mara, 2014, *National colors. Racial classification and the State in Latin America*, New York, Oxford University Press, 370p.

LUSSAULT Michel, 2009, *De la lutte des classes à la lutte des places*, Paris, Grasset, 222p.

MASSEY Doreen, 1994, Introduction: Geography matters, in Massey D., Allen J. (dir.), *Geography matters ! A reader*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 1-11

McSWEENEY Kendra, JOKISH Brad, 2007, Beyond rainforests: urbanisation and emigration among lowland indigenous societies in Latin America, *Bulletin of Latin American Research*, vol. 26, n° 2, p. 159-180

MELÉ Patrice, 2003, Conflits, territoires et action publique, in Melé P., Larrue C., Rosemberg M. (dir.), *Conflits et territoires*, Bordeaux, Maison des Sciences de l'Homme, Presses universitaires François Rabelais, p. 12-32

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, 1912, *Censo de población de los Territorios nacionales*, 371p.

MONTANI Rodrigo, 2017, *El mundo de las cosas entre los wichis del Gran Chaco. Un estudio etnolingüistico*, Cochabamba, ILAMIS-Itinerarios Editorial, 607p.

NAGEL Joane, 1995, American Indian ethnic renewal: politics and the resurgence of identity, *American sociological review*, vol. 60, n° 6, p. 947-965

OSZLAK Oscar, 1997, *La formación del Estado argentino*, Buenos Aires, Editorial Planeta, 277p.

OTERO Hernán, 2006, *Estadística y nación. Una historia conceptual del pensamiento censal de la Argentina moderna 1869-1914*, Buenos Aires, Prometeo, 524p.

PALMER John H., 2005, *La buena voluntad wichi : una espiritualidad indígena*, Formosa-Salta, APCD-Tepeyac, Asociana, Fundapaz, 386p.

POURTIER Roland, 2005, Les âges de la territorialité, in Antheaume B., Giraut F. (dir.), *Le territoire est mort. Vive les territoires !*, Paris, IRD Éditions, p. 39-46

SEPÚLVEDA B., 2011, Entre villes et campagnes. Mobilités contemporaines et stratégies territoriales mapuches au Chili, *Espace Populations Sociétés* (en ligne), vol. 2, disponible sur : http://journals.openedition.org/eps/4473, DOI : 10.4000/eps.4473

SEWELL William H., 2001, Space in contentious politics, in Aminzade R. & al., *Silence and voice in the study of contentious politics*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 51-88

SIMMEL Georg, 1992, *Le conflit*, Paris, Circé, 164p.

SNOW David A., ANDERSON Leon, 1993, *Down on their luck. A study of homeless street people*, Berkeley, University of California Press, 405p.

VOIROL Olivier, 2005a, Visibilité et invisibilité : une introduction, *Réseaux*, n° 129-130, T. 1, p. 9-36

VOIROL Olivier, 2005b, Les luttes pour la visibilité. Esquisse d'une problématique, *Réseaux*, n° 129-130, T. 1, p. 89-121

WAINWRIGHT Joel, BRYAN Joe, 2009, Cartography, territory, property: postcolonial reflections on indigenous counter-mapping in Nicaragua and Belize, *Cultural Geographies*, n° 16, pp. 153-178

YOUNG Iris M., 1990, *Justice and the politics of difference*, Princeton, Princeton University Press, 316p.

ZUSMAN Perla, 2000, Desierto, civilización, progreso. La geografía del Gran Chaco y el proyecto político territorial de la formación del Estado argentino, *Eria*, n° 51, pp. 60-67

NOTES

1. En Amérique latine, le terme « indigènes » est utilisé communément pour désigner les personnes d'ascendance amérindienne. Pour des raisons historiques liées aux stigmates du statut de l'indigénat, le terme « autochtone » lui est généralement préféré dans la littérature spécialisée en France. S'il s'agit d'un terme pouvant prêter à polémique lorsqu'il est utilisé comme concept scientifique, nous l'utilisons comme catégorie politique d'usage courant, utilisée par les acteurs sociaux pour désigner et/ou revendiquer une appartenance ethnico-historique. C'est moins le caractère statistique que celui éminemment politique du concept qui nous intéresse, renvoyant à la revendication d'une identité longtemps marginalisée par la société dominante.
2. Les statistiques ethniques consistent en quantifier et recueillir des données concernant l'appartenance ethnique des individus. Si en France elles suscitent un riche débat, en Amérique latine l'ethnicisation des statistiques est assez répandu, notamment depuis les années 1990.
3. La Convention 169 relative aux peuples indigènes et tribaux est un traité international adopté par la Conférence de l'Organisation Internationale du Travail en 1989. Elle est basée sur le respect des cultures et des modes de vie indigènes, et reconnaît leur droit à la terre et aux ressources naturelles.

RÉSUMÉS

En Amérique latine, les peuples indigènes se caractérisent par une nouvelle « visibilité ». Pour comprendre ce processus, nous proposons une grille de lecture qui dépasse l'étude des dispositifs d'(in)visibilisation institutionnels pour reconnaître le protagonisme des indigènes. À partir de l'exemple des Wichis, qui vivent dans le Nord de l'Argentine, il s'agit de redonner sa place aux pratiques spatiales des indigènes afin de comprendre dans quelle mesure leur territorialité leur permet de se rendre visibles. Pour ce faire, nous analyserons leur mobilité et leur récente intégration en milieu urbain. Nous identifions divers « régimes de visibilité », au sens d'assemblages dynamiques d'éléments institutionnels et spatiaux, qui sont susceptibles de varier au fil du temps mais aussi de coexister selon l'espace pris en considération. L'analyse des nouvelles formes de visibilité des Wichis nous permet d'une part de remettre en cause une certaine essentialisation de leur identité, et, de l'autre, de proposer une géographie de leur visibilité.

In South America Indigenous peoples recently gained a new "visibility". To understand this dynamics, we propose a new approach which goes beyond the study of institutional mechanisms of (in)visibilisation to recognizing the protagonism of Indigenous peoples. Based on the Wichis case, who live in Northern Argentina, our aim is to put at the core of the analysis the indigenous' space practices in order to understand to what extent their territoriality allows them to make

them visible. To do this, this article analyses their mobility and recent integration in urban areas. Thus, we identify different "regimes of visibility" in the sense of dynamic assemblages of institutional and spatial elements, which can vary over the course of time as well as coexist depending on the given location. The new visibility forms' analysis open to question the essentialization of Wichi identity as well as it gives us the opportunity to propose a geography of their visibility.

INDEX

Mots-clés : Argentine, Wichi, Mobilité, régimes de visibilité, territorialité indigène
Keywords : Argentine, Wichi, mobility, regimes of visibility, indigenous territoriality

AUTEURS

ALBERTO PRECI

Doctorant, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR 8586 Prodig, Alberto.Preci@univ-paris1.fr, 2 rue Valette, 75005, Paris, France

PIERRE GAUTREAU

Maître de conférences, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR 8586 Prodig, pierre.gautreau@univ-paris1.fr, 2 rue Valette, 75005, Paris, France

BERNARD TALLET

Professeur, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR 8586 Prodig, Bernard.Tallet@univ-paris.fr, 2 rue Valette, 75005, Paris, France